

GE_GERICHTE ATA/620/2012 vom 17. September 2012

GE Cour de justice, 2012-09-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_620_2012

FR: GE_GERICHTE ATA/620/2012 du 17 septembre 2012

IT: GE_GERICHTE ATA/620/2012 del 17 settembre 2012

Volltext

RÉPUBLIQUE ET

CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3105/2010-PE ATA/620/2012 COUR DE JUSTICE Chambre administrative Décision du 17 septembre 2012

dans la cause

Monsieur C_____

contre OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION

_____ Recours contre le jugement du Tribunal administratif de première instance du 22 mai 2012 (JTAPI/701/2012)

- 2/3 - A/3105/2010 Considérant :

que, le 2 juillet 2012, Monsieur C_____ a formé un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice (ci-après : la chambre administrative), contre le jugement rendu le 22 mai 2012 par le Tribunal administratif de première instance (ci-après : TAPI) ;

que par lettre datée du 4 juillet 2012, envoyée sous pli simple, la chambre de céans a invité le recourant à s'acquitter d'une avance de frais d'un montant de CHF 400.- dans un délai échéant le 3 août 2012, sous peine d'irrecevabilité de son recours (art. 86 al. 2 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10) ;

que sans nouvelles de sa part, un rappel lui a été adressé le 17 août 2012 par plis simple et recommandé, avec un ultime délai au 1er septembre 2012, pour s'acquitter de l'avance de frais et qu'à défaut, le recours serait déclaré irrecevable ;

qu'à ce jour, le recourant n'a pas effectué l'avance de frais si bien que son recours, traité selon la procédure simplifiée de l'art. 72 LPA, doit être déclaré irrecevable, conformément à l'art. 86 al. 2 LPA ;

qu'au vu de cette issue et conformément à sa pratique, la chambre administrative renoncera à percevoir un émoluments. LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE déclare irrecevable le recours interjeté le 2 juillet 2012 par Monsieur C_____ contre le jugement rendu le 22 mai 2012 par le Tribunal administratif de première instance ; dit qu'il n'est pas perçu d'émoluments ; dit que, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie électronique

aux conditions de l'art. 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à Monsieur C_____, à l'office cantonal de la population, ainsi qu'au Tribunal administratif de première instance et à l'office fédéral des migrations.

- 3/3 - A/3105/2010 Au nom de la chambre administrative : la greffière :

Véronique Serain

le juge délégué :

Eliane Hurni

Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties.

Genève, le

la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.